



Chambre des communes
CANADA

Comité permanent des anciens combattants

ACVA • NUMÉRO 028 • 2^e SESSION • 40^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le jeudi 22 octobre 2009

Président

M. David Sweet

Comité permanent des anciens combattants

Le jeudi 22 octobre 2009

• (0900)

[Traduction]

Le président (M. David Sweet (Ancaster—Dundas—Flamboyant—Westdale, PCC)): La séance est ouverte.

Bonjour, mesdames et messieurs.

Bonjour à tous. Bienvenue à cette 28^e séance. Je vois ce matin une ambiance semblable à celle qu'on trouve dans les salles de nouvelles. Je ne sais pas si vous en avez visitées, mais on y trouve le chaos, puis on fait le compte à rebours: cinq, quatre, trois, puis quand on arrive à un, tout est calme et organisé. C'était chaotique quelques instants avant le début de la séance et maintenant, tout a l'air si professionnel!

Nous sommes ravis d'accueillir ici aujourd'hui l'Institut Historica-Dominion. Nous avons déjà reçu ici, il y a six mois, MM. Diamond et Chalifoux. Depuis, il y a eu une grande fusion. Je sais que le comité voudra vous entendre parler de l'excellent travail que vous faites, mais suite à notre conversation, je dois signaler que ce qui nous intéresse, c'est l'effet de cette fusion sur vos activités: comment elle les améliorera, les modifiera, ou même les réorientera un peu. Si vous vouliez bien nous en parler, ce serait très bien.

Monsieur Cohen, je sais que vous avez une déclaration préliminaire. Je ne sais pas ce qu'il en est des deux autres. Mais je vous donne la parole, allez-y à votre rythme puis nous passerons à l'habituelle série de questions.

M. Andrew Cohen (président, Institut Historica-Dominion): Merci beaucoup, monsieur Sweet.

Nous sommes ici ensemble. Nous allons tous dire quelques mots, puis nous répondrons à vos questions, volontiers.

Je suis Andrew Cohen, je suis président de l'Institut Historica-Dominion. Je suis ici avec Mme Linda Brunet, directrice générale du programme Rencontres du Canada, M. Marc Chalifoux, notre vice-président exécutif et M. Jeremy Diamond, notre directeur des opérations pour le bureau national.

Je vais dire brièvement qui nous sommes. Nous sommes ici pour vous parler surtout de ce que nous faisons dans le domaine des anciens combattants et de l'histoire militaire. Notre mise en contexte est brève. Nous étions auparavant l'Institut du Dominion, fondé en 1997 par trois jeunes hommes, y compris l'honorable Michael Chong, maintenant membre du caucus conservateur, et Rudyard Griffiths et Erik Penz, ainsi que la Fondation Historica, fondée en 1999 grâce surtout au soutien de Charles Bronfman, autrefois de Montréal et maintenant de New York.

Le 1^{er} septembre, après de longues et intéressantes fréquentations, qui ont duré, selon la façon de voir les choses, de un an à quatre ans... disons que ce n'était pas un mariage précipité, ni pour l'un ni pour l'autre. Les deux ont pris leur décision en mai et le 1^{er} septembre, la Fondation Historica et l'Institut du Dominion se sont unis. La raison de cette union... n'oublions pas qu'il s'agit d'organisations qui n'avaient ni le même âge, ni la même expérience,

ni la même culture. Elles faisaient des choses différentes mais complémentaires qui se rapportaient à l'histoire, à la citoyenneté et à la démocratie. Nous nous sommes réimaginés et entrons dans un monde nouveau où nous parlerons désormais d'une seule voix de ce qui compte vraiment pour nous, de notre mandat, de notre mission, soit l'histoire, l'identité, la mémoire et la démocratie.

Voilà ce que nous faisons. Je vais bientôt céder le micro à d'autres, qui parleront plus précisément de ce que nous faisons dans chacun de ces domaines. Notre organisation a un budget d'environ 10 millions de dollars. Nous avons des programmes partout au pays et des bureaux à Ottawa, Toronto et Edmonton. Nous publions l'Encyclopédie canadienne, qui reçoit de quatre à six millions de visites par année. Linda Brunet vous décrira le programme Rencontres du Canada, le plus grand forum pour les jeunes au pays. Nous avons un projet qui s'appelle Histoire de la Deuxième Guerre mondiale, dans le cadre du projet Mémoire dont Marc et Jeremy vous parleront et nous nous occupons aussi des champs de bataille.

Nos activités sont variées, mais ce qui nous anime, c'est le sentiment que les Canadiens n'en savent pas suffisamment sur leur passé et sur leur citoyenneté. Notre mission, notre raison d'être, c'est de les sensibiliser à ces deux questions, de promouvoir l'idée de citoyens mobilisés, qui connaissent leur passé et le maîtrisent bien. Cela paraîtrait bien, sans doute de dire que notre organisme est tourné vers l'avenir, mais en un sens, nous sommes tournés vers le passé. Nous aimons croire que nous sommes l'avenir du passé.

Cela étant dit, je cède la parole à Marc Chalifoux, qui va vous donner plus de détails sur nos activités.

• (0905)

M. Marc Chalifoux (vice-président exécutif, Institut Historica-Dominion): Nous vous parlerons aujourd'hui de la fusion entre la Fondation Historica et l'Institut du Dominion.

Je dois commencer par dire que les fusions sont extrêmement rares dans le secteur caritatif au Canada. Ce que ces deux organismes ont accompli se produit très rarement et il s'agit plutôt de l'exception que de la règle.

Comme l'a dit M. Cohen, cette fusion s'est faite sur des mois et des années, pour diverses raisons. Nos deux organisations travaillaient dans le même milieu, et il y avait donc des synergies évidentes pour nos programmes, mais nous y reviendrons. Nous sommes aussi des organismes de représentation, qui font la promotion d'une meilleure compréhension et d'une meilleure appréciation de l'histoire et de la citoyenneté canadiennes. La possibilité de créer un organisme canadien plus grand, consacré à ces thèmes, nous intéressait beaucoup. Nous sommes aussi des organismes à but non lucratif. Nous n'avons pas d'actionnaires et toute réduction des frais d'exploitation et d'administration découlant de la fusion est réinvestie dans nos programmes. Voilà donc les principales raisons de la fusion.

J'ai parlé des synergies entre nos programmes. Je pense que c'est précisément dans les domaines de l'histoire militaire et des programmes associés aux anciens combattants que c'est le plus évident. Mes collègues Jeremy et Linda vous parleront d'une douzaine de programmes ciblant divers destinataires: les étudiants, les enseignants, les anciens combattants et le grand public.

Ces programmes ont lieu dans différents milieux: dans des salles de classe partout au pays, à Ottawa et dans les champs de bataille de l'Europe. Ils sont donnés grâce à divers médias, comme les exposés de faits vécus dans des classes, des histoires racontées sur Internet, au grand écran, au petit écran, et grâce à des programmes qui peuvent être des pauses publicitaires de 60 secondes jusqu'à des expériences d'une semaine, dans le cas de Rencontres du Canada.

Jeremy, je vous cède la parole.

M. Jeremy Diamond (directeur des opérations, Bureau national, Institut Historica-Dominion): Je vous remercie de nouveau de nous avoir invités. Nous sommes ravis d'être là.

Je vais vous faire un bref survol de certaines des principales initiatives intéressant les anciens combattants sur lesquels nous travaillons quotidiennement à l'Institut Historica-Dominion. Il y a d'abord et avant tout le Bureau des orateurs du Projet Mémoire, programme lancé en 2001 avec la collaboration d'une douzaine d'anciens combattants environ à Toronto. Au cours des huit dernières années, ce sont maintenant quelques 1 500 anciens combattants qui racontent leurs expériences en salle de classe à des jeunes gens de tout le pays et cela tous les ans. Cet automne, nous serons enchantés de célébrer le fait que le millionième étudiant aura été informé grâce au Projet Mémoire, jalon étonnant pour le projet compte tenu de ses débuts très humbles en 2001.

Nous faisons participer à ce projet les anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale aussi bien que des soldats qui viennent tout juste de revenir de l'Afghanistan et des soldats qui ont servi dans des conflits entre les deux. Récemment, nous sommes devenus le bureau des orateurs officiels de la Légion royale canadienne de sorte que nous entretenons d'excellentes relations avec toutes les sections locales de la région aussi bien qu'avec la direction nationale.

Le programme a reçu au fil des ans du financement d'Anciens Combattants Canada et de Patrimoine canadien. Plus récemment, nous avons eu d'excellentes activités très médiatisées avec le premier ministre Harper et le ministre Thompson et, plus tôt cette année, avec certains des membres du Comité permanent des anciens combattants.

L'un de nos plus récents projets ciblé sur les anciens combattants s'appelle le Projet Mémoire: Histoires de la Deuxième Guerre mondiale. Il s'agit d'une initiative très excitante qui nous permettra de sillonner le pays au cours des 18 prochains mois et d'enregistrer et de numériser les histoires que nous recueillerons et de saisir par balayage les artefacts et les objets souvenir de milliers d'anciens

combattants de la Seconde Guerre mondiale. Nous allons constituer une archive qui fera autorité et qui renfermera les mémoires et les expériences de ceux qui ont combattu dans la Seconde Guerre mondiale.

Nous sommes tous conscients de l'urgence de la situation compte tenu du fait que nos anciens combattants sont âgés maintenant de 87 ou 88 ans. Les quelques années à venir seront déterminantes si nous voulons pouvoir créer cette archive à l'intention de nos jeunes. Nous allons mettre l'accent sur les anniversaires commémoratifs dont le 65^e anniversaire du Jour-J, que nous venons de célébrer, le 65^e anniversaire de la fin de la guerre que nous célébrerons l'an prochain et le 100^e anniversaire de création de la Marine royale canadienne.

Nous avons obtenu pour ce projet un financement généreux de Patrimoine canadien. Comme je l'ai déjà dit, ce projet se poursuivra jusqu'en mars 2011 et nous prévoyons d'ici là afficher des milliers de profils sur le site Web. Nous avons déjà entrepris les travaux.

Le Voyage d'étude des champs de bataille canadiens est axé d'une toute autre façon sur les anciens combattants. Au lieu d'aller à la rencontre des élèves et des étudiants, nous encourageons les enseignants à se rendre sur les champs de bataille en Europe pour s'informer de ce qu'était la vie des soldats pendant la Seconde Guerre mondiale et la Première Guerre mondiale. Ils se rendent en Belgique et en France et reviennent enrichis par ces connaissances et cette expérience qu'ils peuvent alors faire partager à leurs étudiants en les ajoutant au programme d'études.

Cela représente une occasion rêvée pour les enseignants. Les historiens militaires dont Terry Copp et Blake Seward animent ces visites des champs de bataille tous les ans. Ils font un voyage de 11 jours dans plusieurs localités européennes. Ce programme est financé par Anciens Combattants Canada et par la Fondation canadienne des champs de bataille. Les enseignants peuvent alors faire part aux jeunes de connaissances qu'ils ont acquises directement lors de la visite de ces champs de bataille.

Les deux derniers programmes sont locaux et ciblent la région de l'Ontario. Le premier s'appelle Les archives communautaires des anciens combattants de l'Ontario financé par la Fondation Trillium. Dans le cadre de ce programme, nous demandons aux collectivités si elles peuvent nous faire part d'histoires d'anciens combattants qui sont leurs amis ou des membres de leur famille. Au lieu de nous rendre sur place pour enregistrer ces histoires, nous invitons les intéressés à visiter un site Web convivial, à y enregistrer eux-mêmes leurs histoires, à les numériser et à saisir par balayage certaines de leurs médailles, lettres et photos et de les télécharger sur le site Web. Nous allons créer une mappe de l'Ontario illustrant la diversité des sources des histoires que nous saisirons. Le site Web est déjà en ligne et nous espérons, voire nous comptons, qu'il renfermera des centaines de profils d'ici l'été prochain.

Enfin, les Journées d'appréciation des anciens combattants est une initiative sur laquelle travaille l'institut depuis 2006. Il s'agit d'une initiative locale. Nous avons visité 21 collectivités depuis 2006. Nous avons travaillé avec les maires, les députés fédéraux et provinciaux de ces localités pour désigner la date de la visite Journée d'appréciation des anciens combattants. Ce programme a pour but de témoigner de notre appréciation mais pas uniquement le jour du Souvenir, ce qui donne l'occasion de célébrer non seulement le service et le sacrifice de nos anciens combattants, mais aussi la contribution qu'ils font à leur collectivité respective.

Notre président, M. Sweet, a eu la gentillesse de participer à l'une de nos activités tenues il y a quelques semaines à Hamilton. C'est une occasion réellement excitante de réunir toute la collectivité, de serrer la main d'un ancien combattant et de le remercier de ce qu'il a fait et de ce qu'il continue de faire dans la collectivité.

• (0910)

[Français]

Mme Linda Brunet (directrice générale, Rencontres du Canada, Institut Historica-Dominion): Bonjour.

Je suis très fière de vous présenter Rencontres du Canada, qui est le plus grand forum jeunesse au Canada.

[Traduction]

Rencontres du Canada a été créée en 1982 et Historica en a fait l'acquisition en 2006.

[Français]

Nous avons 26 semaines à notre programme. On gère cela comme une école. La période est la même que pour les écoles, soit de septembre à novembre, puis de janvier à mai. J'ai parlé à certain d'entre vous, tout à l'heure, des jeunes vous visitent. À toutes les semaines, des jeunes viennent à Rencontres du Canada. Ils appellent leur député et demandent de les rencontrer.

[Traduction]

Je suis très fière de savoir que nos enfants téléphonent à la plupart d'entre vous pour demander des rendez-vous parce qu'ils sont de votre circonscription. Chaque semaine, nous avons une mini-délégation du Canada de sorte que chaque semaine nous avons le bonheur de voir des enfants invités à visiter le Parlement et certains parmi vous êtes venus dans nos bureaux pour rencontrer les enfants et déjeuner avec eux. Je vous en remercie.

Nous sommes enchantés que trois de nos semaines thématiques aient trouvé des commanditaires.

La Fondation Vimy est commanditée par la Banque TD. Cette semaine thématique est nouvelle et courra du 4 au 10 avril 2010. Le thème est: « Passage vers l'autonomie du Canada ». La Fondation Vimy a été créée en 2006 et son mandat était de sensibiliser la population à l'importance de la Bataille de la crête de Vimy qui a été déterminante pour le Passage vers l'autonomie du Canada. Les initiatives de la fondation incluent de faire connaître aux jeunes l'histoire remarquable de la Bataille de la crête de Vimy grâce à la création des prestigieuses bourses d'études de Vimy qui sont offertes aux étudiants du secondaire. Plus de 130 jeunes ont déjà demandé à participer aux activités de cette semaine thématique. Elle a lieu en avril c'est donc une semaine très populaire dans tout le Canada.

Nous avons aussi la semaine Le Canada se souvient. Depuis 2002, nous organisons cette activité de concert avec Anciens Combattants Canada qui finance d'ailleurs les activités de cette semaine. Elle courra cette année du 8 au 14 novembre. Je dois avouer que c'est la semaine qui suscite le plus d'émotion au centre. Les enfants qui viennent pendant cette semaine-là veulent participer aux cérémonies commémoratives. Nous avons 138 lits et nous avons déjà reçu des demandes de 141 enfants. Je ne sais pas comment j'y parviendrai mais nous aurons des lits de fortune. Cela montre à quel point les enfants du Canada attachent de l'importance à cette semaine.

Le programme Le Canada se souvient d'Anciens Combattants Canada accueille des jeunes qui souhaitent s'informer des sacrifices et des réalisations des anciens combattants, de ceux tués au combat et de ceux au pays qui ont soutenu leurs efforts. Les jeunes sont encouragés à participer aux activités commémoratives qui contri-

bueront à préserver ce souvenir pour les futures générations de Canadiens.

Ce programme élabore toute une gamme de ressources et de projets didactiques conçus comme un complément des activités pédagogiques liées à l'histoire militaire du Canada. Le programme met l'accent sur un groupe central d'activités dont l'élaboration de matériels pédagogiques novateurs, la diffusion d'informations commémoratives au grand public, des travaux de recherche et l'élaboration et la prestation d'activités d'apprentissage pour les jeunes et les enseignants.

Le programme cible les jeunes Canadiens qui sont son auditoire principal et met l'accent dans toutes ses activités sur l'excellence. Le ministère travaille souvent de concert avec d'autres partenaires dont les enseignants du Canada, les organisations d'anciens combattants, les groupes communautaires et d'autres groupes d'intéressés de tout le pays pour élaborer et diffuser des ressources et des activités didactiques qui peuvent être utilisées dans toute une gamme de cadres pédagogiques.

Nous avons aussi le module de la paix. Cette activité hebdomadaire dure une heure et demie. Le major Wayne MacCulloch se rend au Centre Terry Fox de la jeunesse canadienne faire une présentation multimédia aux participants du programme Rencontres du Canada. Ils se rendront ensuite au cimetière Beechwood pour une cérémonie aux chandelles au cours de laquelle les participants se passent le flambeau. C'est une cérémonie très émouvante pour les jeunes.

Le centre est grouillant d'activités quand on y réunit 138 jeunes âgés de 14 à 17 ans mais quand ils reviennent de cette cérémonie aux chandelles au cimetière Beechwood, on peut entendre une mouche voler. Personne ne parle. Nous leur donnons le temps de réfléchir après cette visite parce que nous savons qu'ils en reviennent très émus.

Voilà les trois programmes d'Anciens Combattants Canada et de la Fondation Vimy que nous présentons tous les ans aux jeunes.

Merci.

• (0915)

M. Marc Chalifoux: L'institut dispose également d'un programme des médias. Nous élaborons des outils et des ressources d'apprentissage pour les enseignants.

[Français]

Nous sommes responsables de l'Encyclopédie canadienne, qui offre plus de 40 000 articles entièrement bilingues disponibles sur Internet et qui portent sur tous les aspects de l'histoire et de la société du Canada, dont l'histoire militaire. C'est une ressource gratuite subventionnée par le ministère du Patrimoine canadien et qui est disponible gratuitement dans les classes pour les étudiants, les professeurs et le public en général.

Les Minutes Historica sont probablement le programme le plus célèbre de la Fondation Historica. Les dernières Minutes Historica ont été produites en 2005. C'étaient des minutes militaires qui avaient été produites grâce au soutien du ministère des Anciens combattants, pour souligner l'Année de l'ancien combattant.

[Traduction]

L'Institut Historica-Dominion a également produit des outils d'apprentissage. Dans la trousse qui vous a été remise, vous trouverez notre plus récent outil, qui porte sur la guerre de Corée. À l'aide d'articles de journaux de l'époque, on demande aux étudiants d'interagir avec le passé du Canada, comme s'ils retournaient en arrière. L'institut a également participé à l'initiative du film Passchendaele et a aidé les étudiants, grâce à un guide d'apprentissage et un concours d'écriture, à en apprendre davantage sur l'histoire du Canada au cours de la Première Guerre mondiale.

Andrew.

M. Andrew Cohen: Pour terminer, si l'on se tourne vers l'avenir, sachez que nous continuons de chercher des synergies entre nos programmes afin de les rendre plus efficaces. Nous voulons sans cesse les améliorer.

Nous sommes également à la recherche de nouveaux projets. Nous souhaitons notamment relever le défi d'avoir recours aux nouveaux médias sociaux pour toucher les jeunes. Ce segment de la population compte pour beaucoup dans notre mandat, puisqu'on veut assurer son instruction non seulement en ce qui concerne l'armée, mais également relativement à son rôle d'électeur. Puisque nous nous intéressons beaucoup à l'expression de la démocratie, nous suivons de près le taux de participation des jeunes aux élections. Évidemment, celui-ci diminue; il se situe en deçà de la moyenne nationale, et c'est l'un des problèmes que nous aimerions régler.

Nous menons des campagnes en faveur de l'histoire et de la citoyenneté, de même que pour célébrer certains anniversaires. Ces derniers nous tiennent particulièrement à coeur. Nous pensons que les Canadiens devraient se souvenir de leur passé. Comme nous le savons tous, un anniversaire important sera célébré en avril et mai prochain — le 65^e anniversaire de la fin de la guerre. Nous collaborerons surtout avec l'ambassade des Pays-Bas ici à Ottawa et le gouvernement des Pays-Bas pour commémorer la libérations de la Hollande par les Forces canadiennes en 1945.

Or, nous voyons encore plus loin. Nous prévoyons déjà le 100^e anniversaire de la Marine royale canadienne, qui se tiendra l'année prochaine. En outre, si cela vous intéresse, sachez que l'un de nos plus récents projets porte sur la guerre de 1812. On en célébrera le 100^e anniversaire en 2012.

Voilà donc ce que nous réserve l'avenir. Nous vous remercions de nous avoir donné l'occasion de comparaître devant vous. Il nous fera maintenant plaisir de répondre à vos questions.

● (0920)

Le président: Merci beaucoup.

Je travaillerai beaucoup avec vous sur le dossier de la Bataille de Stoney Creek de 1812, de même que sur le NCSM *Haida* à Hamilton. J'en suis ravi.

Laissons maintenant la parole à M. Oliphant, du Parti libéral, pendant sept minutes.

M. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci, et félicitations pour votre fusion. Je pense que cela créera des débouchés et des synergies pouvant rapprocher deux groupes enthousiastes et dynamiques.

J'ai environ 23 questions, mais je vais essayer de me limiter à quelques-unes.

Je tiens à tous vous féliciter. J'ai lu vos documents, et tout me semble beau. Je me demande donc ce qui vous empêche d'aller plus

loin. Il peut s'agir de différents facteurs, notamment des problèmes de ressources, d'attitude ou de culture. Je me demande tout simplement quelle orientation vous devriez prendre pour élaborer votre nouveau mandat en tant qu'organisation fusionnée.

À quoi devez-vous vous attaquer, et comment pouvons-nous vous aider?

M. Andrew Cohen: Eh bien, je pense que nous n'existerions pas si tous les citoyens savaient tout ce qu'il y a à savoir au sujet de ce pays et de son passé. Nous n'aurions pas de raison d'être.

Une voix: Eux non plus.

M. Andrew Cohen: Peut-être que personne...?

Une voix: Je ne faisais que plaisanter.

Des voix: Oh, oh!

M. Andrew Cohen: Je ne peux m'empêcher de penser à Sisyphe, ce pauvre type de la Grèce antique qui faisait rouler éternellement jusqu'en haut d'une colline un rocher qui en redescendait chaque fois. Nous avons aussi une pierre à faire rouler. Nous nous sommes donné pour mission de faire tout notre possible pour informer et instruire les Canadiens et pour leur faire découvrir leur passé riche et particulier.

Or, c'est tout un défi, surtout dans un pays où nombre des provinces n'enseignent pas l'histoire. Ou, si elles le font, elles ne parviennent pas à vraiment toucher les enfants. Elles adoptent une approche sociale ou une variante, mais ce n'est pas vraiment de l'histoire. L'Institut du Dominion avait l'habitude de publier un bulletin de rendement, et nous avons l'intention de continuer à le faire. On a l'impression de vivre dans une société qui fait un peu la sourde oreille. On espère que non, mais c'est le défi que nous souhaitons relever.

Ensuite, il y a évidemment la question des ressources. Nous sommes réalistes. Nous savons que nous ne sommes pas un service essentiel. Nous ne sommes ni policiers, ni pompiers. Notre cause n'est peut-être pas aussi attrayante que d'autres. Par exemple, nous ne parlons pas du cancer. Nous parlons d'histoire et de sensibilisation, et nous espérons pouvoir faire passer ce message à nos très généreux donateurs du secteur privé, et, évidemment, du gouvernement, qui nous permettent d'accomplir une grande part de notre travail. Mais, c'est toujours un défi.

Ce sont les deux éléments dont nous devons toujours tenir compte à l'avenir.

Marc voudra peut-être ajouter quelques mots.

M. Marc Chalifoux: C'est vrai. Au niveau secondaire, on constate que seulement quatre provinces canadiennes imposent un cours d'histoire canadienne obligatoire. Dans les autres provinces et territoires, ce sont les études sociales qui sont la matière obligatoire. Or, soyons honnêtes: il ne s'agit là que d'un méli-mélo d'un peu d'histoire, de géographie, d'éducation civique, d'économie et de philosophie. C'est très bien, mais l'histoire s'y perd un peu.

Nous nous voulons un complément, et c'est pourquoi nous offrons des outils, des ressources et des programmes d'apprentissage qui permettent aux enseignants de rendre l'histoire canadienne intéressante et pertinente et surtout, de la rendre vivante. C'est là l'un de nos objectifs.

Quant à savoir ce que le comité pourrait faire pour promouvoir l'enseignement de l'histoire partout au pays, puisque cela relève des compétences provinciales, c'est une lutte incessante. C'est pourquoi nous jouons un rôle important de sensibilisation.

Je tiens en outre à souligner que nos voisins, eux, arrivent très bien à raconter leur propre histoire et à parler de leur passé. Au Canada, nous sommes en général trop timides et gênés pour le faire. C'est là que notre programme des médias et nos ressources entrent en jeu, des Reflets du patrimoine à l'Encyclopédie canadienne, en passant par toutes les recherches-sondages que nous effectuons. On vient combler un vide, ou du moins un manque, pour aider les Canadiens à raconter leur propre histoire.

• (0925)

M. Robert Oliphant: Très bien.

Je voulais vous poser d'abord la question la plus difficile. Il m'en reste quelques autres, plus simples. J'aimerais parler des Journées d'appréciation des anciens combattants. J'ai lu vos documents la semaine dernière, puis je les ai remis à mon personnel pour qu'il organise une journée de ce genre. On vise surtout les régions desservies par des médias de moindre importance, les petites collectivités, et les localités traditionnellement représentées par mes opposants les conservateurs.

Comme il m'est très difficile de planifier une journée de ce genre à Toronto, Montréal, Vancouver ou même Halifax, nous prévoyons plutôt une journée commémorative probablement à Sunnybrook. Pourriez-vous nous aider à organiser ces activités dans les grandes villes de trois millions d'habitants? Je viens de Sault Ste. Marie, qui compte 70 000 habitants, et où il est donc beaucoup plus facile d'organiser ce genre de choses. Comment devrions-nous procéder?

M. Jeremy Diamond: Oui. Nous l'avons déjà fait à Sault Ste. Marie. Je pense que ce concept fonctionne mieux dans les petites ou moyennes collectivités. L'été dernier, nous avons essayé de cibler des collectivités qui serviraient de plaques tournantes. Nous voulions que les collectivités entourant London, Hamilton ou Windsor participent à la planification de l'événement. Fortes de cette expérience, elles pourraient ensuite organiser ces activités elles-mêmes.

C'est un peu plus difficile dans les grandes collectivités. Disons qu'il y a beaucoup plus de demandes d'approbation et de travail de planification. Bon nombre de ces grandes villes organisent des cérémonies d'envergure à l'occasion du jour du Souvenir et ne considèrent donc pas que cet événement est aussi important.

Peut-être qu'il faudrait essayer d'expliquer en quoi cet événement est différent. Puisque ça se passe l'été, il est plus facile de rassembler les gens autour d'un monument commémoratif rattaché à la section locale de la Légion, pour y tenir une réception. Au moins cinq collectivités ayant participé à une Journée d'appréciation des anciens combattants au cours de l'été nous ont dit ces dernières semaines qu'elles organisent maintenant cet événement chez elles. Je pense que cela fonctionne mieux dans les petites et moyennes collectivités, mais je ne crois pas que ce soit impossible dans les grandes villes.

M. Robert Oliphant: Eh bien, j'offre ma région du Toronto métropolitain comme pilote...

M. Jeremy Diamond: Excellent.

M. Robert Oliphant: ... pour le mettre à l'essai.

M. Jeremy Diamond: Merci.

M. Robert Oliphant: Il me reste une dernière petite question. Toutes nos activités militaires — peut-être pas en 1812 — ont été

effectuées en partenariat avec des alliés, l'OTAN ou l'ONU. Alors, établissez-vous des partenariats internationaux? Pouvons-nous vous aider à le faire? Je comprends bien ce qu'il en est pour la libération de la Hollande, mais ce n'est pas ce que je veux dire. Je veux parler du concept de base de citoyen du monde, de rayonnement international, et de la façon de mieux promouvoir ce concept au Canada sans minimiser le rôle de notre pays.

M. Marc Chalifoux: Les Forces canadiennes, comme le démontrent nos anciens combattants, ont été l'un des éléments clés permettant au Canada de jouer son rôle sur la scène mondiale. C'est vraiment ce qui a défini la place du Canada dans le monde.

En classe, on essaie vraiment de le faire ressortir. C'est une des approches qu'ont adoptées des enseignants dans le cadre de leur cours sur les études sociales, et c'est pourquoi ils ont recours au Bureau des orateurs du Projet Mémoire, par exemple, surtout en ce qui concerne les anciens combattants ayant servi après la guerre de Corée, donc des anciens combattants des Forces canadiennes ayant participé à des opérations de maintien de la paix.

Pourrions-nous resserrer nos liens avec les organisations internationales? Oui. Nous nous sommes concentrés surtout sur le Canada. Nous avons d'excellentes relations avec certaines ambassades, mais il s'agit surtout d'un programme pancanadien, dont le principal partenaire serait, hormis Anciens Combattants et Patrimoine canadien, la Légion royale canadienne. C'est une occasion encore inexploitée.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Oliphant. Votre temps de parole est écoulé.

Pour en revenir à ce que disait M. Oliphant, ce n'est pas une Journée d'appréciation des anciens combattants qui s'est tenue à Ottawa, mais plutôt une activité découlant du Projet Mémoire. Ottawa n'est pas aussi vaste que le Grand Toronto, mais il me semble que beaucoup de gens ont participé à l'événement, qui s'est tenu tout près de la rue Elgin, où se trouve la Légion, et que cela pourrait servir de modèle pour une grande ville.

Monsieur Gaudet, vous avez sept minutes.

[Français]

M. Roger Gaudet (Montcalm, BQ): Je vous remercie, monsieur le président.

Vous trouverez peut-être ma question plate, mais je la poserai quand même. Combien pensez-vous aller chercher de gens avec l'Institut Historica-Dominion? Combien pensez-vous qu'il y a de personnes qui connaissent cela?

Je serai franc avec vous. Si vous ne vous étiez pas présentés devant le Comité permanent des anciens combattants, je n'aurais pas connu votre organisme du tout. Il faudrait que vous trouviez une méthode pour vous faire connaître auprès des gens. Les anciens combattants n'utilisent pas vraiment Internet. Ils ne l'ont jamais eu et ne l'auront jamais. Comment fait-on pour atteindre les jeunes? Cela me pose problème. Je ne dis pas que ce n'est pas un bon programme, c'est certainement un bon programme. Mais ça ne doit pas être un bon programme seulement pour les employés de l'institut et du Projet Mémoire. Il faut que ce soit un programme pour tous les Canadiens.

• (0930)

M. Marc Chalifoux: On est d'abord un organisme d'éducation populaire. Si on ne réussit pas à rejoindre un large public, on échoue dans notre mandat. Vous avez donc entièrement raison.

L'organisme en tant que tel est vieux de six semaines, mais nos organismes ont 12 ans. Nos programmes sont mieux connus que nos organismes. C'est la nature de ce que l'on fait. Toutes les semaines, environ 130 jeunes viennent à Rencontres du Canada. Depuis 1982, 80 000 jeunes y ont participé. Plus de 3 000 y participent chaque année. Le Projet Mémoire rejoint environ 175 000 jeunes élèves dans leur salle de classe chaque année. Cette année, on franchira le cap du million de jeunes. Depuis 2001, un million de jeunes ont eu la visite, dans leur salle de classe, d'un ancien combattant. Autrement, ils n'auraient pas eu une telle visite. Les Minutes Historica ont été diffusées pendant plus de 10 ans et ont rejoint des millions et des millions de Canadiens. Les travaux que l'on fait sur les recherches d'opinion publique sont publiés dans les journaux, diffusés à la télévision et ils rejoignent un public de plusieurs millions de téléspectateurs ou de lecteurs.

Reçoit-on la reconnaissance qui nous revient? C'est notre défi. Toutefois, l'éventail de nos programmes touche des milliers de Canadiens; certains touchent des millions de Canadiens dans tout le pays, dans chaque province, chaque territoire. Donc, vous avez raison, mais on fait un travail qui touche un auditoire large.

M. Roger Gaudet: Je comprends, mais je ne veux pas que ça tombe à l'eau. Personnellement, je trouve que c'est bon, mais il faudrait que les gens sachent que ça existe. Je ne sais pas si vous oubliez les légions. Il y en a à peu près dans toutes les circonscriptions; parfois, il y en a même deux ou trois. Ce serait peut-être bon que ces gens soient des professeurs ou des titulaires de ces programmes.

M. Marc Chalifoux: Les relations que l'on a avec les légions, soit au niveau national, provincial ou dans les communautés, sont excellentes. C'est un outil essentiel qui nous permet de faire notre travail. Le programme Rencontres du Canada travaille très étroitement avec la Légion royale canadienne, de même que le Projet Mémoire. Le projet de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale ne nous permettra pas de rejoindre des milliers d'anciens combattants si nous n'utilisons pas le réseau des légions. C'est un partenaire essentiel, une institution essentielle.

L'autre public que je n'ai pas mentionné et qui est extrêmement important pour le travail que l'on fait, c'est celui des professeurs d'histoire et d'études en sciences sociales et en sciences humaines. C'est un public qu'il est difficile de mesurer. On travaille avec des milliers de professeurs chaque année. C'est le véhicule par l'intermédiaire duquel beaucoup de nos programmes éducatifs passent. Si on rejoint un professeur, on rejoint cinq ou six salles de classe, soit des centaines d'étudiants. C'est l'autre approche de notre travail.

M. Roger Gaudet: Je suis d'accord avec vous.

Je veux savoir si vous avez une vision. On a la Première Guerre mondiale, la Deuxième Guerre mondiale, la guerre de Corée et la guerre du Golfe. Présentement, on est en Afghanistan. Est-ce que c'est compris dans votre programme? Si on attend 40 ans pour parler de la guerre du Golfe, personne ne s'en souviendra.

Je remercie les anciens combattants, car j'ai la chance d'assister souvent aux cérémonies en France et en Belgique. Les gens là-bas connaissent leur histoire. On voit qu'ils y sont attachés. Ici, on entend parler de la Première Guerre mondiale, de la Deuxième Guerre mondiale et de la guerre de Corée pendant une semaine à RDI, mais après le 11 novembre, c'est fini et on est bon pour un an. Il n'y a pas de suite.

M. Marc Chalifoux: Non. L'essence même de notre travail est de passer le flambeau du souvenir, de garder le souvenir du sacrifice des

anciens combattants vivant, et ce, non pas seulement une journée ou une semaine par année. Le programme des Journées d'appréciation des anciens combattants fait exactement cela. Donc, il s'agit de prendre une autre journée, à un autre temps de l'année, pour reconnaître et célébrer la contribution de nos anciens combattants.

Je crois qu'on peut faire un meilleur travail, comme pays. Une grande part de notre travail vise justement à stimuler exactement ce que vous dites.

Pour ce qui est des différents conflits, le Projet Mémoire, à son bureau des orateurs, a des anciens combattants de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à des soldats qui sont revenus de l'Afghanistan il y a quelques semaines.

● (0935)

M. Roger Gaudet: Même nos missions de paix font partie de notre patrimoine.

M. Marc Chalifoux: Tout à fait. C'est une grande partie de l'histoire militaire du Canada et du rôle du Canada dans le monde. On est toujours à la recherche d'outils pédagogiques pour faciliter cet enseignement. On a remarqué, au fil des années, que la guerre de Corée était peu utilisée par les professeurs. Souvent, on parle de la Première Guerre mondiale et de la Deuxième Guerre mondiale. Rapidement, on parle de la guerre froide. Quant à la guerre de Corée, on passe peut-être un demi-cours à en parler. C'est pour cette raison que l'on a développé le journal dont on vous a remis un exemplaire. C'est pour faciliter et rendre beaucoup plus accessible l'enseignement sur la guerre de Corée, par exemple.

M. Roger Gaudet: Merci.

Mon collègue a une petite question à vous poser.

M. Guy André (Berthier—Maskinongé, BQ): En ce qui concerne les outils pédagogiques que vous avez développés, les écoles sont-elles relativement ouvertes à l'histoire militaire? Quelle est la réception, dans le milieu scolaire?

M. Marc Chalifoux: Notre marque de commerce, notre nom, est porteur d'une certaine crédibilité, d'une certaine légitimité. Donc, nous sommes reconnus, particulièrement en ce qui a trait à des questions de l'histoire militaire, comme un organisme offrant des sources sûres et des produits de qualité.

On ne traite pas avec les ministères provinciaux de l'éducation ou avec les commissions scolaires. On travaille directement avec les professeurs ou avec les écoles. Dès qu'on développe des outils pédagogiques liés, par exemple, au Projet Mémoire, on voit dans notre boîte de courriels la quantité de demandes augmenter sans cesse. C'est donc signe que nos outils sont utilisés dans les classes. Tout est fait de façon à être facilement reproduit, réimprimé, photocopié par les professeurs. Il faut rendre cela le plus simple possible et le lier le plus près possible au curriculum. Les professeurs ont beaucoup de matière à enseigner. Il faut donc que ce qu'on leur présente soit directement lié à ce qu'ils enseignent ou que cela suive une tangente très près de ce qu'ils enseignent.

[Traduction]

Le président: Merci, messieurs.

Nous allons maintenant passer à M. Stoffer.

M. Peter Stoffer (Sackville—Eastern Shore, NPD): Merci, monsieur le président.

J'aimerais remercier tous les témoins d'être venus. Je souhaite que votre fusion soit couronnée de succès.

Tout d'abord, j'aimerais vous remercier de l'excellent travail que vous avez fait hier soir lorsque vous avez félicité le Président. C'était merveilleux. La réception était excellente et, M. Milliken, peu importe son allégeance politique, est un excellent Président. Je suis ravi que vous ayez souligné les longues années durant lesquelles il a occupé ce poste difficile. Je vous en félicite.

Je constate que mon ami, Norman Crew, se trouve dans la photo que vous nous avez fait parvenir. J'en suis ravi. Il s'agit de la cérémonie de la bataille de l'Atlantique. M. Crew est un marin marchand. Je suis heureux de le voir apparaître sur cette photo. Je lui ferai savoir qu'il y figure.

J'aimerais souligner que vous faites un excellent travail lorsque vous rencontrez les enfants, car ils nous contactent chaque mois en nous demandant de vous faire parvenir de l'argent. Je sais que vous faites tous un excellent travail dans ce domaine.

Sachez que ma prochaine remarque constitue une observation et non pas une critique. Je l'ai d'ailleurs soulevée auprès du ministère des Anciens Combattants. Dans vos documents, vous ne présentez rien sur la guerre des Boers et sur le conflit sud-africain. Je sais que vous ne l'avez pas fait exprès, mais j'ai l'impression que l'on semble avoir oublié ce conflit. En effet, grâce aux leçons qu'on y a tirées, nous avons pu participer à la Première Guerre mondiale. Je trouve qu'il est malheureux qu'on oublie cette guerre. Je ne vous critique pas. Je crois tout simplement qu'il faudrait songer à en parler à l'avenir.

J'aimerais maintenant vous parler de l'Institut du Dominion. Comme vous le savez, on a adopté à la Chambre il y a quelques années une motion visant à commémorer le décès du dernier soldat ayant combattu au cours de la Première Guerre mondiale. M. Babcock a désormais 109 ans. J'espère qu'il vivra encore pendant de nombreuses années. Mais, quand il disparaîtra, le gouvernement a indiqué qu'une commémoration de taille — et non pas nécessairement une cérémonie — aura lieu. L'Institut du Dominion de l'époque s'occupait de cela.

Pouvez-vous nous dire comment, maintenant que vous allez vous fusionner, vous travaillerez avec le gouvernement pour commémorer non pas seulement M. Babcock, mais tous ces hommes et ces femmes qui ont servi au Canada et à l'étranger au cours de cette très grande bataille?

• (0940)

M. Marc Chalifoux: Il s'agissait de la campagne de 2006 de l'Institut du Dominion. Il s'agit d'un exemple parfait du travail de militantisme que nous prônons. Nous avons créé une pétition en ligne et une campagne médiatique qui demande au gouvernement d'offrir des funérailles nationales au dernier ancien combattant de la Première Guerre mondiale quand il décédera.

Jeremy et moi avons eu l'occasion de rencontrer M. Babcock en janvier dernier. C'est un homme formidable. En cinq jours, plus de 90 000 personnes avaient signé la pétition. La Chambre des communes a ensuite adopté la motion.

Nous travaillerons d'arrache-pied lorsque ce triste jour arrivera. Cet événement aura une importance nationale, pas particulièrement pour M. Babcock en tant que tel, mais parce qu'il représente pour les milliers de soldats canadiens morts avant lui et en raison de l'importance et de l'incidence que la Première Guerre mondiale a

eues sur le Canada et la direction qu'a pris le pays. Il s'agira d'un moment historique qui apprendra beaucoup de choses aux Canadiens. J'espère que le Canada saisira cette occasion pour, lorsque ce triste jour surviendra, commémorer, réfléchir et se rappeler du rôle du Canada dans la Première Guerre mondiale.

Le projet sur les histoires de la Deuxième Guerre mondiale que nous faisons à l'heure actuelle vise à enregistrer l'histoire orale des anciens combattants de cette guerre et fait partie des leçons que nous avons tirées de la Première Guerre mondiale. Notre pays a attendu bien trop longtemps pour enregistrer ces histoires, saisir les mémoires et créer un legs de la Première Guerre mondiale. Ce moment est maintenant révolu.

Cela ne peut pas se reproduire. Cela interpelle l'Institut du Dominion-Historica. C'est une occasion à saisir. Les anciens combattants de la Deuxième Guerre mondiale ont 87 ans en moyenne. Il est temps d'agir maintenant. Si nous attendons, il sera trop tard pour le faire dans 15 ou 20 ans.

M. Andrew Cohen: Bien que nous n'en ayons pas encore parlé de manière formelle, nous estimons, monsieur Stoffer, que le 11 novembre devrait avoir un rôle plus important dans la conscience canadienne. Lorsque j'étais enfant, le 11 novembre, à 11 heures du matin, nous arrêtons ce que nous faisons. Tout était arrêté à l'école. J'ai grandi à Montréal et je me rappelle que, même dans les supermarchés, une sirène sonnait. Tout s'arrêtait au Canada, un peu comme ce que fait Israël de nos jours pour leur journée commémorative.

Nous voulons faire valoir l'idée selon laquelle il faudrait revenir à une minute de silence le 11 novembre à 11 heures du matin. Nous allons le proposer le mois prochain. Je pense que bon nombre de Canadiens appuieront cette idée. J'espère que vous en ferez de même.

M. Peter Stoffer: Ma dernière question porte sur l'histoire récente du Canada. J'aimerais vous parler des Mac-Paps qui ont servi dans la guerre civile espagnole, des neuf hommes qui ont été tués lors de l'écrasement de l'avion en Syrie en août 1974 et également de ceux de la poche de Medak en Bosnie.

Je parlais avec les anciens combattants contemporains et ils étaient ravis que l'on reconnaisse autant la Deuxième Guerre mondiale et la guerre de Corée. Bien qu'on ne les oublie pas, les anciens combattants contemporains semblent un peu écartés de cette reconnaissance car leur histoire n'est pas tellement ancienne. Avez-vous songé à faire valoir cette histoire contemporaine? Comme vous le savez notre plus jeune ancien combattant a 20 ans. Comment peut-on aussi faire valoir leurs histoires?

Enfin, le ministère des Anciens Combattants comparait. Je trouve qu'il fait un travail excellent auprès des jeunes élèves à propos des animaux qui ont servi dans la guerre. On en avait parlé... Je me souviens que lors d'une récente cérémonie à laquelle j'ai assisté, Postes Canada avait émis des timbres cette année. Certains anciens combattants suggéraient de créer un monument qui montrerait ces humbles bêtes qui ont servi et qui ont été tuées à la guerre. Ce monument ressemblerait un peu à ce qu'on trouve dans la Chapelle du Souvenir. J'aimerais savoir ce que vous en pensez.

M. Jeremy Diamond: Il est vraiment important de commémorer les anciens combattants contemporains. De concert avec Anciens Combattants Canada et l'entente de contribution à laquelle nous prenons part, il s'agit d'une entente de trois ans et nous en sommes à la deuxième année. Nous voulons, au cours de cette entente, demander à davantage d'anciens combattants d'après la guerre de Corée d'être des orateurs dans le bureau des orateurs et également encourager les enseignants à demander à ces mêmes anciens combattants de venir parler dans les salles de classe. Alors on commencerait au début par entendre environ 70 à 80 p. 100 d'anciens combattants de la Deuxième Guerre mondiale et au bout de trois ans, ce chiffre serait réduit à environ 50 p. 100. Les anciens combattants d'après la guerre de Corée représenteraient alors 40 p. 100 des orateurs, par rapport aux 10 ou 20 p. 100 aujourd'hui.

C'est important. Chaque année, j'assiste à des cérémonies de maintien de la paix. Nous avons une excellente relation avec l'Association canadienne de Vétérans des forces de la paix des Nations Unies. Un nombre croissant d'enseignants invitent des militaires en service à venir leur parler de leurs expériences.

Les enseignants nous ont à maintes reprises indiqué qu'il serait utile de pouvoir comparer les générations, et les conflits, en demandant à un ancien combattant de 30 ans et à un ancien combattant de 90 ans de venir leur parler des similarités et des différences dans leurs expériences respectives. Les jeunes pourraient apprendre beaucoup de telles rencontres. Il y a plus de similarités que de différences. C'est ce que pensent bon nombre d'enfants et, nous voulons ainsi tenter de pouvoir faire aussi parler ce groupe d'anciens combattants. Ils sont très importants pour ce projet.

● (0945)

M. Andrew Cohen: L'idéal serait de pouvoir affecter la même quantité de ressources aux histoires de la Deuxième Guerre mondiale qu'à celles des conflits qui ont suivi. Il s'agit de notre histoire dans le maintien de la paix. Nous avons perdu une centaine de Casques bleus. Nous n'avons pas perdu autant de soldats en Afghanistan, mais nous voulons enregistrer toute nos histoires. C'est important pour l'avenir. Tôt ou tard, il faudra également inclure l'Afghanistan.

Le président: Merci.

Je crois que l'aéronef abattu en Syrie était un Buffalo. Il en existe une réplique aujourd'hui. Au cours de cet été, il y a eu une énorme cérémonie au Canadian Warplane Heritage Museum au cours de laquelle cette réplique du Buffalo a été dédiée à la mémoire de ceux qui ont péri dans cet écrasement. Sachez que le Warplane Heritage Museum est disponible pour faire de telles cérémonies.

Monsieur Kerr.

M. Greg Kerr (Nova-Ouest, PCC): Bienvenue. Tous les membres du comité sont ravis du bon travail que vous faites.

J'aimerais revenir à ce que l'on a dit, car c'est très important. On ressent une nouvelle dynamique chez les jeunes et les élèves grâce, en grande partie, au travail que vous faites.

J'ai eu le bonheur — ou le malheur — de débiter ma carrière à titre d'enseignant en histoire. J'aimerais vous en parler car je trouve que c'est pertinent. J'aimerais mettre l'accent sur le mot « pertinent ». Par le passé, des efforts étaient déployés pour s'assurer que l'on apprendrait pas plus qu'il ne le fallait sur l'histoire du Canada. Je critique notamment ma profession et les autres responsables de ce fait.

Le Canada et les États-Unis se distinguent par le fait que les États-Unis sont un peuple très dramatique avec une grande industrie cinématographique qui, qu'elle soit fiable ou non, est néanmoins

fortement utilisée. Nous, au Canada, nous avons toujours voulu cacher toutes les histoires d'horreur qui ont eu lieu dans notre pays. Ça m'a toujours troublé. J'adore la bataille de 1812, car elle permet de rappeler aux Américains qu'ils n'ont pas remporté toutes les batailles et toutes les guerres dans le monde.

Puisque nous parlons de la période pré-Confédération, j'aimerais que l'on remonte encore plus en arrière. Un de vos plus grands défis, et c'est également le nôtre, c'est qu'un des aspects négatifs de notre magnifique Confédération est que nous avons un système fédéral et provincial. L'éducation est de compétence purement provinciale. Quand vous étiez jeune, on ne vous a pas demandé d'apprendre l'histoire de votre province et celle de votre pays. Vous n'aviez pas à demander comment vous étiez arrivé ici et ce que vous êtes devenu. On avait tendance à mettre cela de côté.

Une bonne partie de l'histoire de ma région, la vallée Annapolis en Nouvelle-Écosse, est rattachée aux grands conflits entre les Français et les Anglais. C'est comme s'il était gênant de rappeler que les gens se battaient, mouraient et laissaient un héritage essentiel à l'édification de notre pays. Je pense qu'il est très important de le souligner.

Je pourrais en parler davantage, mais je veux souligner que, bien souvent, nous voulons mettre l'accent sur les questions pacifiques et faire fi de ce qui a été violent. C'est bien beau, mais ce n'est ni honnête ni vrai. Toutes les sociétés qui se sont développées ont toujours connu beaucoup de violence. Les jeunes devraient le comprendre. Les personnes n'aiment pas la guerre et ne la souhaitent pas. Mais le geste qui a été le plus couronné de succès par l'être humain a été l'entrée en guerre avec autrui.

Les livres d'histoire sont très génériques. Ils ne posent pas assez de défis. Ils ne vont pas au fond des choses. Ils ne demandent pas aux jeunes: « Si vous deviez prendre une décision, qu'auriez-vous fait et quelle en aurait été l'incidence sur votre vie? »

Nous sommes tous d'accord pour dire qu'il faut commémorer ce qui se passe. Mais, il y a des lacunes qu'il faudrait combler. Comment sommes-nous devenus une nation avant même d'être une nation? Qu'est-ce qui crée ce grand pays? Nous oublions que la situation n'a pas toujours été calme et pacifique. Des événements très graves ont eu lieu.

Si vous étiez roi et pouviez décider de l'éducation, que feriez-vous pour garantir que les jeunes, les plus importants membres de la société, acceptent le fait qu'ils ont l'obligation de connaître l'histoire de notre pays? Soit dit en passant, les forces armées ont joué un rôle primordial dans l'élaboration du pays, tout comme on peut le voir aujourd'hui, avec le rôle que joue le Canada sur la scène internationale.

Nous avons parlé de relations internationales et de l'importance de créer des alliances. Comment peut-on créer des alliances avec les provinces tout en relevant ce défi historique?

● (0950)

M. Marc Chalifoux: Un organisme qui pourrait être utile est le Conseil des ministres de l'éducation au sein duquel les ministères de l'Éducation et les provinces peuvent coopérer.

Est-ce que le gouvernement fédéral pourrait jouer un rôle de leadership? Oui, c'est possible. Je pense que l'idéal serait que tous les systèmes d'éducation provinciaux se donnent pour mission non seulement de former les travailleurs et les consommateurs de demain mais également les citoyens de demain. Cela, on l'oublie souvent.

Il est extrêmement important d'apprendre les sciences et la technologie. Il est très important d'apprendre à lire et à compter mais il est également extrêmement important d'apprendre l'histoire du Canada, comment le pays s'est bâti, comment nos institutions se sont développées, comment nous nous sommes développés et avons évolué en tant que pays. Sinon, comment les jeunes pourront-ils comprendre les grands enjeux auxquels fait face notre pays?

S'ils ne comprennent pas le rôle que le Canada a joué autrefois dans le monde, comment les jeunes pourront-ils engager un débat sur ce que devrait être notre politique concernant l'Afghanistan? Comment traiter des questions de réforme parlementaire, de réforme démocratique si l'on n'a aucune idée de la tradition parlementaire du Canada ni de l'évolution de ses institutions parlementaires?

Je dirais qu'à tout le moins, aux fins de notre bulletin sur l'histoire du Canada, nous devrions demander que toutes les provinces rendent obligatoires deux cours d'histoire du Canada au secondaire. À l'heure actuelle, il n'y a qu'une province qui le fait, et c'est le Québec. Récemment, le Québec a remanié son programme d'histoire pour les 9^e et 10^e années et il offre maintenant un cours excellent. C'est un cours qui pourrait être donné dans tout le pays et il serait très apprécié. La Colombie-Britannique a un cours d'études sociales qu'elle offre pendant quelques années, qui est excellent et qui comporte un important volet historique.

Je pense que nous devrions aspirer à atteindre le niveau de ces deux provinces. Ce sont des provinces qui prennent au sérieux l'histoire du Canada. Prendre au sérieux l'histoire cela veut dire l'enseigner au niveau secondaire. On donne d'excellents cours d'histoire aux niveaux élémentaire et intermédiaire, mais le niveau secondaire, juste avant que les jeunes terminent ce dernier niveau d'éducation obligatoire et juste avant d'atteindre l'âge de voter, est important. Cela révèle ce que notre pays et notre système d'éducation prennent au sérieux.

J'aimerais qu'un plus grand nombre de ministères de l'Éducation prennent au sérieux l'histoire du Canada au niveau secondaire, à partir de la Confédération jusqu'à l'époque moderne et en touchant tous les aspects, de l'histoire militaire à l'histoire sociale en passant par l'histoire économique et les relations entre les sexes. Il y a tant de matière à couvrir. Notre histoire est tellement riche.

L'histoire du Canada est une histoire glorieuse que nous devrions être fiers de transmettre dans la salle de classe, au cinéma et à la télévision. Point final. Il y a là un autre rôle pour le gouvernement fédéral. Il y a un rôle pour des organismes comme le nôtre. Il y a un rôle pour les provinces. Il y a de la place pour tout le monde.

Le président: C'était une question complexe qui appelait une réponse complexe mais cela a épuisé tout votre temps, monsieur Kerr.

Une voix: [Note de la rédaction: inaudible]

Le président: Non, pas du tout. Je suppose que M. Andrews sera là pour poser ses questions.

Madame Sgro.

L'hon. Judy Sgro (York-Ouest, Lib.): Merci beaucoup.

Chaque fois que vous venez nous parler, je suis tellement impressionnée par le travail fabuleux que vous faites. Je vous remercie au nom de tous les Canadiens.

Pour revenir aux questions soulevées par M. Kerr, qui sont tellement importantes, il n'y en a tout simplement pas assez. Le jour du Souvenir approche et je fais tout mon possible pour mobiliser les écoles de ma circonscription. Je peux vous dire qu'il y a presque une résistance, on me donne comme excuses qu'elles sont des écoles très multiculturelles, etc. Les gens vont trouver toutes sortes d'excuses comme, eh bien, cela offenserait peut-être quelqu'un... Vous savez ce que je veux dire. Ça me donne envie de... Eh bien, je ne vous dirai pas ce que j'aurais envie de faire, mais c'est enrageant de voir qu'ici au Canada il y a des gens qui ne veulent pas parler de la guerre et qui ne veulent pas parler du passé.

Pour revenir à ce que disait M. Kerr, quelles démarches faites-vous auprès des provinces pour les amener à modifier leur programme de cours afin d'enseigner davantage l'histoire dans nos écoles? Si vous ne connaissez pas votre histoire, vous êtes condamnés à la répéter. Bon nombre de nos enfants pensent que la guerre est quelque chose de glorieux. Ils pensent que c'est super. Il faut qu'ils comprennent qu'il y a des pertes de vie et que c'est violent et horrible. Si nous ne pouvons pas leur enseigner cela dans nos écoles, autant oublier le jour du Souvenir. C'est un vrai problème.

Quelle démarche faites-vous auprès des provinces et avec quelle insistance est-ce que vous leur demandez de modifier leurs systèmes d'éducation?

• (0955)

M. Andrew Cohen: Marc voudra peut-être répondre à cette question, mais auparavant, j'aimerais faire une observation d'ordre général. Ce que vous nous rapportez m'attriste, car j'ai enseigné à l'université pendant huit ou neuf ans et j'avais l'impression que les jeunes étaient en fait plus sensibles qu'auparavant à l'importance du jour du Souvenir. Leur intérêt accru m'avait impressionné.

C'était dans les années 1970 et 1980, je pense, lorsqu'on considérait dans ce pays que les forces militaires étaient quelque chose de mauvais. Nous n'étions pas engagés dans un conflit armé comme nous le sommes maintenant en Afghanistan.

J'ai l'impression que depuis quelque temps les jeunes sont plus au courant et qu'ils comprennent mieux, et je suis donc troublé par ce que vous nous avez dit, surtout lorsque des écoles disent qu'elles ne peuvent pas aborder ces questions sous prétexte qu'elles sont multiculturelles. Je trouve cela bizarre.

Nous travaillons avec les provinces. Marc voudra peut-être répondre à cette question.

M. Marc Chalifoux: L'une des choses qui fait la réputation de l'institut c'est probablement ses sondages. Nous faisons des sondages pour déterminer dans quelle mesure les Canadiens connaissent et apprécient leur histoire, et ce depuis 12 ans maintenant. Au cours de ces 12 années — et je pense que je vous en ai parlé la dernière fois que nous avons comparé — nous avons constaté une amélioration en ce qui concerne l'histoire militaire du Canada. Au cours des 12 dernières années les Canadiens ont appris à mieux connaître leur histoire militaire.

Par contre, leurs connaissances d'autres aspects de l'histoire canadienne, comme l'histoire politique, se sont détériorées. Il reste encore du travail à faire, mais nos efforts donnent des résultats. Des activités comme l'Année de l'ancien combattant et le 90^e anniversaire de la crête de Vimy contribuent réellement à sensibiliser le public.

Pour ce qui est de nos démarches auprès des provinces, nous commençons par un travail de promotion. Nous avons parlé du bulletin en histoire du Canada que nous avons créé en vue de demander des modifications au programme scolaire afin que l'enseignement de l'histoire du Canada soit pris davantage au sérieux dans toutes les provinces. Nous avons donné une note à chaque province. Nous avons également un projet, intitulé Repères de la pensée historique, qui nous amène à travailler directement avec les provinces afin d'améliorer la qualité des cours d'histoire en nous appuyant sur les sources primaires, en appliquant des notions de réflexion historique.

Comme nous sommes un vaste organisme, nous avons un certain nombre d'outils et de leviers à notre disposition. Il y a, bien sûr, la collaboration avec les provinces. Nous avons constaté que le moyen le plus efficace est encore de travailler directement avec les enseignants.

L'hon. Judy Sgro: Comment faites-vous de la publicité pour un programme à l'intention des enseignants au sujet de la visite des champs de bataille? Comment faites-vous de la publicité au sujet de ce programme auprès des enseignants? C'est ainsi qu'il faut s'y prendre. Les enseignants doivent s'y intéresser. Si vous pouvez intéresser au moins un enseignant dans chaque école, c'est ce que je tente de faire ces temps-ci et ce que j'ai tenté de faire depuis que je siège à ce comité... Je vous laisserai savoir si j'ai eu du succès après la semaine du jour du Souvenir.

Il y a d'un côté le programme des champs de bataille et de l'autre le fait que nous entendons rarement parler des femmes quand il s'agit de toute la question des anciens combattants. Je comprends pourquoi on semble mettre davantage l'accent sur les hommes, car il y a davantage d'hommes qui ont participé, mais faites-vous beaucoup de choses pour tenter de faire mieux connaître le rôle que les femmes ont joué dans d'autres guerres?

M. Jeremy Diamond: Absolument. Il semble qu'il y a de plus en plus de femmes anciennes combattantes qui manifestent leur intérêt et qui veulent raconter leurs histoires, et c'est justement pour cette raison: elles n'ont pas l'impression que les jeunes sont au courant ou que les jeunes pensent qu'elles peuvent parler de l'expérience des anciens combattants qui, souvent, est racontée du point de vue des hommes.

Je pense que beaucoup de jeunes et d'enseignants veulent qu'on leur parle de l'expérience des femmes pendant la guerre et dans les années 1940 et des défis supplémentaires qu'elles avaient à relever. Il y a de plus en plus de femmes qui participent au programme. Nous avons d'excellents rapports avec WRNS, le Service féminin de la Marine royale du Canada, et elles sont très actives au sein de la collectivité pour raconter ces histoires.

Par ailleurs, le projet Histoire de la Deuxième Guerre mondiale vise vraiment, comme je l'ai dit précédemment, à devenir le legs définitif ou l'histoire définitive. Ce projet inclut le plus grand nombre d'histoires possible de femmes qui ont participé à la Deuxième Guerre mondiale. On ne peut pas raconter l'histoire de la Seconde Guerre mondiale si on ne le fait qu'en donnant un seul point de vue, de sorte qu'il faut tenir compte de la langue, de la culture mais aussi du point de vue des femmes afin de s'assurer que toutes ces histoires sont bien racontées.

Pour ce qui est du lien que nous avons constaté en travaillant avec les Guides et d'autres organismes, le lien établi entre une ancienne combattante et une jeune femme ou une fille qui fréquente l'école primaire ou secondaire est incroyable, car au départ on ne se rend pas compte de ce qu'a vécu cette personne. Je pense qu'on commence à

faire davantage à ce sujet et on constate que cela donne également de très bons résultats également.

• (1000)

L'hon. Judy Sgro: C'est excellent.

M. Marc Chalifoux: En ce qui concerne la tournée des champs de bataille, c'est exactement la même chose. Ce que nous tentons de faire avec ce programme, c'est de transmettre cette passion pour l'histoire militaire qu'on ne peut avoir que si on voit les choses soi-même. C'est comme le Projet Mémoire, mais à l'intention des enseignants. Les enseignants nous disent constamment qu'à la fin de l'année scolaire, après avoir appris l'histoire de la Première Guerre mondiale ou de la Deuxième Guerre mondiale, ce que les élèves ont préféré dans le cours c'était d'entendre un ancien combattant leur parler de son expérience et répondre à leurs questions et leur dire: « J'ai fait ceci » et « nous avons fait cela ». C'est ce que nous tentons de faire avec les enseignants.

Si nous faisons en sorte que cela fasse partie de leurs programmes de développement professionnel, nous arriverons à obtenir la collaboration des enseignants d'histoire et d'études sociales. Nous disons: « Ça fait partie de votre développement professionnel, venez voir les champs de bataille pour en apprendre plus à ce sujet et pouvoir ensuite élaborer des plans de leçon qui s'appuient sur cette expérience ». Lorsqu'on fait ça avec un enseignant par an et que ce dernier a cinq salles de classe, il le répétera à un collègue et l'année prochaine il y aura cinq salles de classe de plus. Donc, c'est une question de bouche à oreille et nous pouvons alors faire toutes sortes de campagnes de commercialisation pour mettre de plus en plus d'enseignants au courant. Je rappelle qu'il s'agit d'un programme bilingue. Nous avons un groupe d'enseignants anglophones et un groupe d'enseignants francophones.

M. Andrew Cohen: Vous serez peut-être intéressé de savoir que nous avons une équipe d'environ 12 chercheurs qui dirigent le projet des histoires de la Deuxième Guerre mondiale. Ce sont des gens qui font des entrevues auprès des anciens combattants et ce sont presque toutes des femmes, en fait.

Le président: Merci.

Votre temps est expiré, madame Sgro. C'est la même chose pour M. Kerr. Je n'aime pas beaucoup dire cela.

Nous allons maintenant passer à M. Mayes pour une petite question.

M. Colin Mayes (Okanagan—Shuswap, PCC): Merci.

Quand on est jeune, on est très excité lorsqu'on rencontre des chanteurs rock qui produisent la musique qu'on écoute, et lorsqu'on est plus âgé, on est excité lorsqu'on rencontre les auteurs des livres qu'on lit. Je voulais tout simplement dire que les deux livres de M. Cohen que j'ai lus étaient excellents et que je les recommande à mes collègues.

Vous avez mentionné que l'institut encourage la démocratie. Il est important je pense que l'histoire que l'on raconte ne porte pas seulement sur les événements, les batailles et les expériences personnelles mais aussi sur les raisons pour lesquelles nous avons livré ces batailles. Cela vient en fait s'ajouter en quelque sorte à ce que M. Kerr avait à dire. On a l'impression que si tout le monde s'entendait là-dessus à l'échelle internationale tout irait très bien, mais l'histoire ne nous dit pas cela.

Je me demande si on ne devrait pas communiquer cela à nos éducateurs et faire en sorte que cela fasse partie de notre message: faire progresser la démocratie et la liberté de voter, de parler et de se réunir. Je suis allé en Afrique pendant trois semaines l'été dernier. C'est une expérience qui m'a donné beaucoup à réfléchir et qui m'a motivé en tant que député car j'ai constaté jusqu'à quel point nous avons un beau pays respectueux du droit et de l'ordre, de la démocratie et de la plupart des libertés.

Quelqu'un aurait-il des observations à faire sur ce que je viens de dire?

M. Marc Chalifoux: Nous avons rencontré beaucoup d'enseignants de civisme en Ontario au cours des quelques dernières années. L'Ontario est la seule province qui a un cours consacré au civisme, pour apprendre aux jeunes la valeur d'une citoyenneté active et volontaire. Plusieurs enseignants des écoles secondaires ont demandé que les conférenciers du Projet Mémoire, les anciens combattants, viennent en salle de classe pour parler de la façon dont ils voient la citoyenneté. Il s'agit en partie de mettre en place une démocratie dans d'autres pays.

Les enseignants demandent des visites sur divers aspects et nous tentons de les mettre en communication avec des conférenciers anciens combattants qui conviennent, de sorte que ce ne soit pas seulement lié au souvenir. Il s'agit de parler du rôle que joue le Canada dans le monde. Il peut s'agir d'un soldat qui a participé à une mission de maintien de la paix ou qui est allé en Bosnie ou en Afghanistan et qui vient parler du travail qu'il a fait là-bas et de ce que cela représente pour le Canada et les Canadiens.

Il est arrivé également par le passé que les salles de classe demandent des visites pendant les élections pour parler de l'importance d'être actif sur le plan de la citoyenneté et d'aller voter, tout cela vu du point de vue d'un ancien combattant. Les anciens combattants ont vraiment une perspective unique concernant l'importance d'exercer sa citoyenneté par le vote.

M. Jeremy Diamond: Nous tentons souvent d'être présents le plus possible dans des cours de CLIC ou d'anglais langue seconde afin de parler de certaines questions qui intéressent les nouveaux Canadiens. Nous avons envoyé d'anciens combattants leur parler de la guerre — il s'agit là d'un auditoire assez différent. Donc ce n'est pas pour parler des missions de bombardement et des mouvements

des troupes; c'est plutôt pour leur parler des raisons pour lesquelles ils ont décidé de se joindre aux forces armées et ce que cela signifiait pour eux d'aller là-bas représenter le Canada et se battre pour la liberté. On parle ici d'un groupe de gens qui dans bien des cas sont venus de pays qui étaient en guerre de sorte que c'est là un dialogue unique. Il semble y avoir de plus en plus d'intérêt à ce niveau.

Nous avons un autre projet qui s'appelle Passages au Canada, qui s'apparente en quelque sorte au Projet Mémoire mais qui encourage des immigrants ou des réfugiés connus à venir s'adresser aux jeunes pour leur parler de leur expérience, plutôt que de demander à des anciens combattants de le faire. Nous invitons un conférencier du projet Passages et un conférencier du Projet Mémoire à parler de la citoyenneté pendant la Semaine de la citoyenneté, le Jour du drapeau ou à différents moments au cours de l'année. C'est vraiment efficace et cela peut être un événement tout à fait mémorable non seulement pour les jeunes, mais aussi pour les nouveaux Canadiens et les adultes.

● (1005)

M. Colin Mayes: Merci.

Le président: Merci, monsieur Mayes.

Il est 10 h 5 et nous avons terminé la séance avec les témoins. En revanche, si un des membres du comité a une question urgente qu'il souhaiterait poser aux témoins de l'Institut Historica-Dominion, il pourra le faire avant qu'on ne les remercie de leur visite.

Bon nombre des membres du comité vous l'ont déjà dit, nous vous remercions de votre exposé et de l'excellent travail que vous faites.

Monsieur Cohen, quels sont les deux livres mentionnés par M. Mayes?

Des voix: Oh, oh!

M. Andrew Cohen: J'en ai des exemplaires ici si vous le souhaitez.

Une voix: Ils sont en vente à l'arrière de la salle.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer à huis clos.

[La séance se poursuit à huis clos.]

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5*

*If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5*

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>